



## Front des luttes de mars 2013

**RÉUNION PUBLIQUE LE 20 AVRIL à 14 heures,  
salle de l'Ageca à PARIS (11<sup>ème</sup>)**

(Métro : Alexandre Dumas (ligne 2) ou Nation (lignes 1 – 2 – 6 – 9 – RER « A »)

**« Nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier  
des monopoles qui cassent l'emploi ».**

**PSA, Arcelor-Mittal, Renault, Goodyear, Fralib, Sanofi .....**

**Pour sauver les emplois et l'industrie**

**Nationalisation sans indemnisation des groupes casseurs d'emplois  
avec contrôle ouvrier !**

Aujourd'hui, la principale forme d'affrontement entre Capital et Travail concerne la sauvegarde et le développement des emplois face aux incessants plans de licenciements et fermetures de sites conduits par les monopoles. Pour satisfaire le profit maximum en période de crise du système capitaliste, les propriétaires des entreprises n'hésitent pas à licencier pour rogner sur le facteur humain, à augmenter la durée du travail et les cadences pour les autres. Nous avons maintes et maintes preuves que le régime capitaliste est plus que jamais parasitaire et pourrissant. La bourgeoisie monopoliste, comme l'aristocratie autrefois, est devenue une classe décadente qui, en raison de ses intérêts de caste et de son système d'exploitation, ne peut résoudre la question de la satisfaction des besoins des travailleurs du pays.

**Quelle revendication face aux suppressions d'emplois, à la casse industrielle ?**

Contre les fermetures et les licenciements, les directions syndicales d'accompagnement pilotées par la social-démocratie prônent un « plan social juste », de « bonnes mesures d'accompagnement », « un bon repreneur ». Cela se traduit par les licenciements effectifs, le Capital en sort gagnant. Certains syndicats, les partis du Front de Gauche et les organisations trotskistes ont avancé le mot d'ordre « *d'interdiction des licenciements* ». Parce qu'une partie significative de la classe ouvrière soutenait ce mot d'ordre, l'URCF l'a défendu malgré ses limites : inscription dans les rapports de production capitalistes, statu quo certes pour les emplois, mais pas de sauvegarde véritable du tissu industriel, débouché parlementaire nécessaire ... et impossible avec la social-démocratie majoritaire. L'URCF a alors lancé en juillet 2012, après les sinistres annonces du directoire de PSA, le mot d'ordre de « nationalisation du groupe sans indemnisations et avec contrôle ouvrier », mot d'ordre élargi à tous les monopoles casseurs d'emplois.

**A revendication inédite, forme inédite de combat.**

Confronté à un Capital qui n'hésite pas à détruire le travail vivant pour réaliser ses profits, il est nécessaire de doubler la lutte syndicale par des revendications politiques. L'URCF a d'abord lancé une grande pétition nationale avec aujourd'hui près de 6 000 signatures attestant ainsi que ce mot d'ordre oublié depuis plusieurs années jouissait d'une réelle popularité.

Tirant l'expérience des nationalisations entreprises en 1945-47 à l'initiative des communistes, de leurs apports, limites aussi (rachat par l'État des entreprises, indemnités au Capital, déconnexion d'avec le but final le socialisme), l'URCF avance le mot d'ordre de « nationalisation sans indemnisation », c'est-à-dire, l'expropriation du Capital de telle ou telle entreprise.

D'autres groupes communistes ont repris tout ou partie de ce mot d'ordre (PCOF – RCC) ce dernier notamment en s'appuyant sur l'exemple du Venezuela et d'autres pays d'Amérique Latine et même de la Chine !

Notre démarche est différente et inédite. En posant et en remettant en cause la question de la propriété des entreprises, nous voulons montrer largement que la source des maux a son origine, non dans la seule finance et dans le seul « néolibéralisme » mais dans le mode de production capitaliste avec sa propriété monopoliste. Et ce, d'autant plus que durant des années les théoriciens du PCF ont clamé la question de la propriété « *secondaire* », « *ce qui est décisif, ce sont de nouveaux critères de gestion* ».

Autre particularité, à la différence de l'Amérique Latine (et de la France de 1945-47) où les forces progressistes étaient au pouvoir et nationalisaient « d'en haut », aujourd'hui contre la social-démocratie au pouvoir, l'UE qui interdit les nationalisations et la réaction, nous devons concrétiser ce mot d'ordre **d'en bas** comme autrefois, le droit de se syndiquer, la journée de 8 heures, la reconnaissance des Comités d'entreprise ... C'est une bataille multiforme dont l'acteur central est la classe ouvrière, tout dépendra d'elle.

**À l'heure actuelle**, si nous rencontrons un bon écho de la base des travailleurs, nous nous heurtons aux bureaucraties syndicales et bien sûr au MEDEF furieux qui s'écrie au « vol de la propriété ». Cette mesure est pourtant la seule qui permette de sauver et développer les emplois, d'augmenter les salaires, de transformer les CDD en CDI, en sauvant également les emplois induits et le tissu industriel. Bien sûr, l'action forte mais insuffisante peut déboucher avec un patronat et un gouvernement obligés de reculer, à des nationalisations avec indemnisation (nationalisations bourgeoises), mais la lutte de classe économique devra se poursuivre et se généraliser au niveau local et national jusqu'à l'expropriation du Capital.

« Arcelor-Mittal, PSA, Renault nationalisés sans indemnisations », « le système capitaliste resterait debout » font les fines bouches. C'est juste mais les travailleurs ne s'arrêteront pas là, les communistes doivent œuvrer à généraliser le mot d'ordre, en œuvrant à la fédération des nationalisés, **en posant la question de l'ultime obstacle** : l'État capitaliste qu'il faudra briser par la Révolution socialiste. Pour favoriser cette lutte continue, l'URCF déploie une lutte revendicative : le contrôle ouvrier avec la reconnaissance à imposer par la lutte, d'une nouvelle institution ouvrière, **l'assemblée générale** qui exercera le contrôle de l'entreprise nationalisée.

Ce combat de longue haleine posant les questions fondamentales de la propriété capitaliste et de l'État des monopoles constitue avec la lutte idéologique et politique, les travaux pratiques du combat révolutionnaire pour le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme.

## **Luttes pour les salaires.**

*La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1650 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.*

*Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosés en 2011 et 2012, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.*

*Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.*

*Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.*

**Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.**

*L'URCF revendique le smic à 1650 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.*

## **MAYOTTE**

L'intersyndicale des fonctionnaires de Mayotte a rejeté samedi 23 mars le calendrier du préfet proposant des négociations salariales fin avril pour mettre un terme à un mouvement de grève entamé lundi 18 mars.

"Nous demandons que les négociations débutent à la mi-avril", a déclaré le secrétaire départemental du SNUipp.

En reconduisant le mouvement de grève la semaine prochaine, l'Intersyndicale veut maintenir le rapport de force contre le gouvernement "qui veut gagner du temps pour terminer l'année avant de boucler ce dossier", a-t-il poursuivi devant les militants réunis devant la préfecture.

Les manifestants réclament du gouvernement une égalité de traitement des fonctionnaires de Mayotte avec celui de leurs collègues des autres départements d'outre-mer.

Le 25 mars plus de 200 fonctionnaires en grève pour les augmentations de salaires ont occupé l'amphithéâtre du conseil général à Mamoudzou où devait se tenir une session extraordinaire, contraignant les élus à suspendre leur réunion et à quitter la salle.

Le président de l'Assemblée territoriale, Daniel Zaïdani (DVG), a tenté sous les huées d'assurer les manifestants du soutien des élus du département qui, a-t-il dit, "*encouragent l'extension à Mayotte de l'indexation des salaires à tous les fonctionnaires*".

Interpellé par les syndicats sur "*l'attitude du gouvernement qui maintient le flou sur le calendrier de la mise en place de l'indexation*", il a avoué "*qu'il ne dispose pas d'information sur un quelconque calendrier du gouvernement*". Un propos qui renforce la conviction de l'intersyndicale à la tête du mouvement, persuadée que le gouvernement veut "*gagner du temps jusqu'à la fin de l'année scolaire*".

Alors qu'ils entamaient lundi 25 mars, leur deuxième semaine de grève, pour exiger l'ouverture de négociations sur le taux de l'indexation des salaires, les trois syndicats de la Fonction publique font face à l'intransigeance du gouvernement qui exclut toute négociation avant au moins la fin avril.

"*Nous exigeons du gouvernement un document écrit précisant la date de l'ouverture des négociations avant d'envisager la suspension du mouvement*", a déclaré le secrétaire départemental du SNUipp, devant les élus. En attendant, les manifestants continueront, a-t-il prévenu.

## **Luttes pour l'emploi.**

*Le mot d'ordre URCF immédiat de nationalisation sans indemnités des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forçons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

***Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :***

***Plan national de luttes contre le chômage.***

***Interdiction des licenciements.***

*Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.*

*Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.*

***Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).***

*Sur notre site internet [urcf.fr](http://urcf.fr) vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnités et avec contrôle ouvrier.*

## **Goodyear France.**

Un nouveau comité d'entreprise extraordinaire de Goodyear sur le projet de fermeture d'Amiens-Nord s'est ouvert vendredi 22 mars au siège social du fabricant de pneumatiques à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), où environ trois cents salariés se sont rassemblés.

Les représentants des salariés doivent poursuivre la procédure d'information sur le projet d'arrêt de la production et ses conséquences. L'ordre du jour portait également sur les conditions de mise en oeuvre du congé reclassement ou les critères d'ordre de licenciement. 1 173 emplois sont en jeu ... sur le site d'Amiens-Nord.

À son arrivée au siège du groupe, un élu CFDT, a indiqué "*qu'elle dise si elle accepte le principe d'un plan de départs volontaires*". Selon lui, un tel plan permettrait "*aux gens de partir dans de bonnes conditions et sur la base du volontariat. Nous on sera là pour négocier...*(sic)".

L'URCF rappelle que négocier le reclassement ou le départ volontaire de 1 173 salariés revient à négocier la perte de 1 173 emplois pour la classe ouvrière, 1 173 emplois perdus pour les travailleurs du pays, 1 173 privés d'emploi supplémentaires en cascade.

La CGT du site d'Amiens-Nord de Goodyear, largement majoritaire (86%), a d'ailleurs invité le PDG du fabricant de pneumatiques à négocier sur ce plan et sur la création d'une Scop (coopérative).

Mickael Wamen, délégué CGT, a indiqué aux journalistes qu'il voulait "*demander à la direction des informations sur des repreneurs*". Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg "*en parle mais nous n'avons aucune info*", a-t-il dit.

Un délégué CGT a assuré que, malgré une moindre mobilisation, "*les gens sont motivés*". "*Mais le problème, c'est qu'on a eu trois jours de grève, deux jours d'intempérie, les gens ont pris des congés, ça leur ferait cinq jours de moins sur la paye, c'est énorme*", a-t-il expliqué.

Les caisses de solidarités de classe, la coordination des luttes des entreprises qui ferment ou cassent l'emploi, un système de roulement de grévistes sont des moyens éprouvés par la classe et qui doivent être mises en œuvre pour remédier à cette difficulté.

De nombreuses forces de l'ordre étaient présentes aux abords du siège, dont l'accès était bloqué par des grilles.

Le 10 février déjà, des travailleurs des usines de Goodyear, PSA, ArcelorMittal, Sanofi... avaient manifesté devant le siège social de Goodyear France, où se tenait un Comité d'Entreprise consacré à la fermeture du site. Les travailleurs avaient rappelé la promesse de Hollande sur l'interdiction des « licenciements boursiers ». Des militants de l'URCF distribuaient le tract généralisant le mot d'ordre de nationalisation sans indemnités à toutes les entreprises monopolistes qui licencient (quel que soit le motif, « boursier » ou non) et appelant à participer à la réunion du 20 avril à l'AGECA.

Depuis, la proposition qu'une moitié de l'usine d'Amiens soit reprise sous forme de SCOP avait été lancée. Nous y voyons une volonté chez les travailleurs de prendre le contrôle de l'outil de production, mais nous pouvons leur dire avec certitude que cette solution n'a aucune chance de tenir face à la concurrence du capital monopoliste (tous les exemples de coopératives de ce type où les travailleurs organisaient leur propre exploitation, ont fini par la liquidation pure et simple, de LIP à Manufrance, ou à la reprise par les gros monopoles, comme la Verrerie Ouvrière d'Albi, fondée par Jaurès et dont la devise était « travail, capital, talent » (!), et qui appartient aujourd'hui à Verrallia, filiale de Saint-Gobain). De plus, les travailleurs « coopératifs » hériteraient de la dette laissée par Goodyear et s'éloigneraient de la perspective du collectivisme que permet la nationalisation dans la perspective de la lutte pour une économie socialiste planifiée où les ouvriers auront le pouvoir.

### **ArcelorMittal de Florange (Moselle).**

La direction a confirmé l'arrêt de deux tours de chauffe sur les trois du haut-fourneau P3.

Le 3<sup>ème</sup> cowper du P3, en revanche, serait maintenu en chauffe jusqu'à la fin de la procédure d'information prévue par l'accord entre Mittal et le gouvernement, et qui se termine au plus tôt le 12 avril.

Concernant l'autre haut-fourneau de Florange, le P6, la direction patronale a assuré que ses cowpers "*seront maintenus en activité jusqu'à la fin de la procédure légale*".

"*ArcelorMittal veut montrer à l'État qu'il y a un danger pour le personnel du fait de la défectuosité des cowpers, et ainsi que l'État donne son feu vert pour arrêter le troisième*", a expliqué à l'AFP Edouard Martin.

L'accord bidon de Matignon qui n'est qu'un accord d'accompagnement de la liquidation de l'usine, signé par ArcelorMittal et Jean-Marc Ayrault en novembre dernier, disposait que les outils devaient être maintenus en état jusqu'à l'issue de la procédure d'information.

"*Si d'ici la fin de la procédure légale, le gouvernement « en avait marre » d'ArcelorMittal et voulait reprendre l'outil dans le cadre d'une nationalisation provisoire, alors plus personne ne voudrait racheter ces hauts fourneaux, puisqu'ArcelorMittal a organisé leur sabotage*", a expliqué Edouard Martin de la CFDT.

Si les cowpers ne sont pas maintenus en chauffe, c'est clairement la mort du P3, qui ne pourra plus jamais redémarrer alors même que la dégradation des cowpers qui justifie leur arrêt est due à la direction d'ArcelorMittal "*qui aurait utilisé du gaz de cokerie, qui est trop corrosif, trop agressif, ce qui a détérioré les tours de chauffe, alors que les cowpers doivent normalement être chauffés avec du gaz naturel*".

La direction a par ailleurs indiqué vendredi 22 février, selon les syndicats, que la remise en l'état des cowpers coûterait 10 millions d'euros par tour de chauffe.

Les cowpers sont des fours à air chaud utilisés pour chauffer les hauts fourneaux. Ils sont alimentés par les propres gaz des hauts fourneaux, lorsque ceux-ci sont en fonctionnement. Mais, à Florange, les deux hauts fourneaux P3 et P6, les derniers en Lorraine, sont à l'arrêt et les cowpers doivent alors être alimentés avec du gaz naturel.

Après 14 mois de lutte des salariés de Florange, le groupe ArcelorMittal avait conclu fin novembre un accord avec le gouvernement PS, toujours contesté par les syndicats. C'est maintenant que doit s'amplifier la lutte avec un mot d'ordre, clair et porteur, de nationalisation sans indemnités et avec contrôle ouvrier d'ArcelorMittal. C'est un front de tous les travailleurs qui doit se constituer: ceux de l'ensemble d'Arcelor puis de la sidérurgie (22 000 et 75 000 en France). Répondre aux besoins populaires matériels, scientifiques et sociaux, nécessite une maîtrise de haut niveau et une forte production de la sidérurgie / métallurgie. Ce sont tous les sites de Mittal qui doivent être nationalisés afin d'empêcher la liquidation de ce qui reste de la sidérurgie en France. En Belgique, ArcelorMittal a annoncé la fermeture de plusieurs outils de la phase à froid dans la région de Liège, détruisant 1300 emplois, et 790 sur la phase à chaud dont la fermeture a été annoncée en 2011. Les syndicats ont appelé à la grève sur l'ensemble des sites du groupe à Liège et exigent la nationalisation des outils pour relancer une sidérurgie intégrée. Pour la FGTB, "*il faut d'urgence jeter le groupe ArcelorMittal hors de Liège*".

L'unité de lutte des travailleurs dans tous les pays sera déterminante.

Un ouvrier Arcelor de Fos sur mer a lancé aux militants URFC : « *Oui, c'est ça, la solution immédiate : par la lutte, sauver les emplois avec la nationalisation pour mieux s'attaquer à l'Etat capitaliste lui-même !* ».

En une heure, près de 100 pétitions pour la nationalisation sans indemnités et avec contrôle ouvrier ont été récoltées à ARCELOR Fos sur mer.

Sur notre site, l'URCF à Arcelor Mittal : <http://urcf.fr/spip.php?article584>

### **SANOFI (chimie, pharmacie).**

Depuis l'annonce en juillet 2012 d'un vaste plan de restructuration par Sanofi, qui prévoit d'ici à 2015 un total de 914 suppressions nettes d'emplois (dont 170 dans la recherche et développement) et 800 redéploiements par mobilité interne. À Toulouse, 200 salariés sont concernés par des transferts en région parisienne ou lyonnaise.

Le groupe a engrangé près de 9 milliards de bénéfices en 2011 (40 milliards en 5 ans) et fait toujours de lui le 1<sup>er</sup> groupe pharmaceutique en Europe. Les membres du conseil d'administration peuvent aussi se féliciter des quelque 600 millions de crédits d'impôt recherche offerts par l'État bourgeois.

Les salariés de Toulouse manifestent régulièrement place du Capitole et tente de créer des solidarités de classe ; pourtant sans mot d'ordre de lutte clair, la lutte pourrait manquer de souffle.

Le 11 mars, la Cour d'appel juge qu'"un plan de reclassement interne doit être intégré au plan de sauvegarde de l'emploi" et souligne aussi "l'indigence de l'information" donnée aux élus.

Mais comme le dit sans détour un porte-parole de la direction patronale, la décision de la Cour d'appel de Paris « implique de reprendre la procédure info-consultation pour la R&D » lancée en octobre, mais « ne remet pas en cause le fondement du projet de restructuration »...

Sous le capitalisme, la loi reste celle de la propriété privée des entreprises et du profit maximum. Si cette décision repousse l'échéance, les travailleurs ne peuvent pas s'en satisfaire. Dans l'immédiat, c'est bien par une lutte qui s'attaque au pouvoir des monopoles et un mot d'ordre politique général de lutte comme la nationalisation de Sanofi sans indemnité et avec contrôle des ouvriers et travailleurs du groupe que tous les emplois pourront être sauvés. La solution durable restera dans la lutte concomitante pour résoudre jusqu'au bout la question de la propriété et mettre en adéquation ceux qui travaillent et ceux qui décident grâce à un processus révolutionnaire socialiste.

La recherche est sacrifiée depuis des années par le capital monopoliste, nos chercheurs sont obligés dans certains cas de s'expatrier pour pouvoir exercer leur profession, pourtant les besoins sont immenses et ne sauraient être satisfaits par quelques « Téléthons ».

La recherche scientifique, médicale, biologique, astronomique, agronomique, humaine doit être une priorité nationale comme l'éducation et la santé, la recherche publique doit être centralisée, les besoins définis par un plan national de développement. Le budget national doit consacrer 5% du budget national à la recherche publique, dans les plus brefs délais. Les rémunérations des personnels là aussi doivent être revalorisées immédiatement. La priorité budgétaire doit revenir à la recherche médicale publique (doublement du budget au moins). Il s'agit là d'un impératif pour combattre les graves maladies, pandémies et épidémies.

Par la lutte, les grands laboratoires (Vivendi-Roussel, Sanofi-Aventis...) doivent être nationalisés, afin de fabriquer des médicaments à bas prix.

Les sommes autrefois allouées à de coûteuses campagnes de publicité seront consacrées à la sécurité sociale.

L'URCF se prononce pour la création d'un pôle service public de la santé et pour des Etats généraux de la santé avec les professionnels, les usagers, les représentants des autres pôles de service public, les représentants des salariés afin de définir l'état des lieux et les besoins à satisfaire.

### **PSA (automobile).**

À Paris, le 19 mars, des travailleurs de l'usine PSA d'Aulnay ont manifesté à la gare de Lyon, au moment où Montebourg devait inaugurer le train «Industrie et innovation». Les travailleurs demandaient la nomination d'un médiateur et une entrevue avec le ministre qui a préféré s'éclipser dans un local, mais qui le lendemain fustigeait devant la presse la radicalité des travailleurs et louait les cinq syndicats qui avaient approuvé le «plan social».

Sur le site d'Aulnay, alors que les travailleurs en grève, avec le soutien de la CGT, de SUD et de la CFDT du site, parviennent à réduire le nombre de voitures livrées à à peine cent par jour, la direction s'affaire à transférer la production vers l'usine de Poissy qui tourne à plein régime. Des travailleurs y ont d'ailleurs déjà été reclassés. De plus, la direction réduit la production sur Aulnay à une équipe travaillant seulement le matin. Comme le dit la déléguée du SIA, «syndicat» signataire du plan de restructuration, «*Ils ne sont plus du tout dans la perspective de produire à Aulnay, juste de vider les encours*». Ceci pose la question de l'extension de la grève à Poissy: c'est une condition pour empêcher la direction de contourner la grève à Aulnay et de mettre en œuvre le plan de fermeture. D'autre part, avec les plans pour l'amélioration de la compétitivité, qui se traduisent par l'augmentation du temps de travail et des cadences, les travailleurs de Poissy vont subir les conséquences du plan de restructuration, comme le dit Jean-Pierre Mercier: «*Une fois que Peugeot aura réussi à régler le compte de l'usine d'Aulnay, il va s'attaquer à l'ensemble des salariés du groupe sous la forme d'accords de*

*compétitivité, en commençant par augmenter le temps de travail». «Ce sera travailler bien plus pour toujours gagner moins». A Renault, un accord scélérat du même type a été signé le 13 mars avec trois syndicats. Il se traduit par une augmentation de 6,5% du temps de travail, le gel des salaires en 2013 et 7500 suppressions d'emplois d'ici fin 2016. Nous retrouvons là la spirale infernale dans laquelle la concurrence capitaliste entraîne les travailleurs sommés de faire des sacrifices pour sauvegarder la compétitivité de «leur» entreprise ; des sacrifices plus importants sont alors imposés aux travailleurs du monopole concurrent et ainsi jusqu'à la disparition de tous les acquis et droits des travailleurs entraînés dans une guerre pour les profits capitalistes. PSA va demander la collaboration des syndicats et des travailleurs qui devront trouver des idées pour économiser 600 euros par voiture fabriquée. Si les travailleurs devaient se soucier des problèmes que rencontre PSA pour écouler la production, ils pourraient déjà rappeler à la direction leur revendication d'augmenter les salaires de 300 euros par mois, qui, si elle était satisfaite, permettrait à bon nombre d'entre eux d'acquérir une voiture neuve et en bon état. En tout cas, la meilleure réponse à donner à la direction est de généraliser la lutte contre le plan de restructuration, contre la fermeture du site d'Aulnay et les licenciements, pour la nationalisation sans indemnisation du groupe PSA (usines, banque, filiales, capitaux...) et l'instauration du contrôle ouvrier par les Assemblées Générales des travailleurs, organes non paritaires constitués par la base.*

L'URCF continue la campagne de pétitions pour la nationalisation des monopoles casseurs d'emploi. Des travailleurs de PSA, de Pilpa, d'ArcelorMittal, de la Poste, du transport ferroviaire et aérien... la signent massivement. Ils constituent un point d'appui à tous les travailleurs en lutte qui, avec l'URCF, peuvent disposer d'une arme politique pour affronter la bourgeoisie et son Etat.

Il est temps de mener des luttes offensives pour renverser ce système et le remplacer par le socialisme. La force des travailleurs, c'est leur unité !

Sur notre site, l'URCF avec les PSA : <http://urcf.fr/spip.php?article582>

### **Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).**

Les agents de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), chargés notamment de la protection des consommateurs, étaient en grève jeudi 21 mars pour dénoncer la perte de leurs moyens, illustrée récemment par l'affaire de la viande de cheval.

En fin de matinée, l'administration avait recensé un taux de grévistes de 37,92% dans l'ensemble du territoire parmi les quelque 3 000 agents de la DGCCRF et leurs 350 collègues des laboratoires.

La grève à l'initiative de l'ensemble des syndicats représentatifs (Solidaires, CFDT, CGT et FO), vise à lutter contre l'éclatement des services de la répression des fraudes entre des structures départementales et régionales initié par le précédent gouvernement, ainsi que les suppressions de postes. Les effectifs ont en effet diminué de 15,7% depuis 2007, soit plus de 500 postes.

Ces deux facteurs sont à l'origine d'une "régression sans précédent" de la capacité d'intervention des agents qui s'est traduite par une baisse de l'activité de 20% en 2012 par rapport à 2010.

Les syndicats expliquent que "les résultats de cette politique commencent à apparaître : moins de contrôles, donc plus de fraudes", comme en atteste "l'actualité récente du chevalgate".

"Tous les chiffres dont on dispose montrent un effondrement de notre activité." a expliqué le représentant de la CFDT.

"On a été coupés en deux, on n'a plus de chaîne de commandement. Dans le cadre de l'affaire du cheval, ça a été tout à fait révélateur, puisque les investigations qui auraient dû être menées normalement font partie de notre métier", a précisé le représentant de la CGT, faisant valoir que "dans les départements du Sud-Ouest, comme dans l'Aude où se trouve l'entreprise Spanghero (en première ligne dans l'affaire du cheval), les agents ne sont que huit et une seule personne s'occupe de l'industrie alimentaire ce qui est un peu léger".

Les syndicats revendiquent notamment que les agents soient à nouveau rassemblés au sein d'une seule et même administration et non plus répartis entre les DIRECCTE au niveau des régions et les Directions départementales, et ont appelé les agents à manifester pour faire valoir leurs revendications à Paris le 6 avril.

---

*La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.*

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

*En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.*

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

L'URCF continue et étend sa campagne pour la nationalisation sans indemnité et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes qui cassent les emplois. La lutte continue pour la nationalisation sans indemnité et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'Etat bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

L'URCF *salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... : Confort et Systèmes (Aveyron), SAUR, Pilpa, raffineries, Bosch d'Onet-le-Château (automobile, Aveyron), usine d'Hordain (Nord) de l'équipementier automobile Faurecia, Renault, Alcatel Lucent ...*

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front d'alternative populaire anticapitaliste !** Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « *Le socialisme : seule alternative au capitalisme* ».

**Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !**

**Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste,  
dont nous avons tant besoin !**

*06 avril 2013, Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF*